

Europe

BAERBOCK, LASCHET, SCHOLZ : VERS UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE INÉDITE EN ALLEMAGNE

Ernst Stetter

27/04/2021

Alors que les élections fédérales se tiendront le 26 septembre 2021, la situation politique allemande commence à se clarifier maintenant que l'identité des trois principaux candidats est désormais connue. Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, analyse dans cette note les enjeux d'une campagne qui s'annonce inédite et qui promet de changer le centre de gravité politique du pays.

Alors que les élections fédérales se tiendront le 26 septembre 2021, la situation politique allemande commence à se clarifier depuis le 19 avril 2021. C'est une campagne électorale inédite qui s'annonce, avec la promesse de voir changer le centre de gravité politique du pays.

La liste des candidats présents sur la grille de départ est désormais connue : Annalena Baerbock mènera la campagne les Verts, Arnim Laschet portera les couleurs conservatrices de la CDU/CSU, et Olaf Scholz représentera les sociaux-démocrates du SPD. Les Allemands devront donc choisir entre deux responsables politiques appartenant à l'establishment et une jeune candidate de la génération « Annalena » issue du mouvement écologiste des années 1980, qui a grandi dans l'époque prospère des années 1990 et 2000, et qui est aujourd'hui prête à prendre des responsabilités politiques.

Annalena Baerbock : une jeune candidate du centre vert et bourgeois

Le choix des écologistes de proposer la candidature de leur jeune coprésidente Annalena Baerbock n'est pas une surprise. Il y a encore quelques années, entendre une candidate verte se positionner comme une sérieuse prétendante à la chancellerie aurait été perçu comme un acte de mégalomanie : il y a quatre ans, le parti n'avait ainsi atteint que 8,9% des suffrages. Mais une seule législature plus tard, l'illusion de pouvoir occuper le bureau le plus puissant du pays s'est

transformée en une réelle possibilité. L'excitation médiatique désormais suscitée par l'attente puis l'annonce de l'identité de la candidate écologiste illustre à quel point le paysage politique allemand a changé depuis 2017.

Signe de leur ambition nouvelle et de leur professionnalisation, les Verts allemands ont réussi à cette occasion un coup de maître en termes de communication politique : alors que le parti contestataire avait habitué les électeurs et les médias à se perdre dans d'interminables luttes politiques internes et de constantes luttes fratricides sur le choix de leurs leaders, pas une personne n'avait cette fois fait fuiter l'identité du candidat retenu au terme de négociations organisées entre les deux coprésidents pendant les vacances de Pâques, puis poursuivies à huis clos au sein d'un cercle très restreint de dirigeants.

Lorsque le secret a été levé, Robert Habeck avait déjà cédé la candidature à sa coprésidente, plus à même que lui d'ouvrir de nouvelles perspectives électorales aux écologistes allemands en séduisant un électorat centriste, bourgeois, urbain, jeune et féminin : face aux deux candidats masculins proposés par les autres partis, le choix d'une femme pour porter les couleurs écologistes est un symbole qui pourrait peser dans les résultats. Annalena Baerbock s'attache à mettre en avant les problématiques sociales et affirme l'impératif de prendre en compte les besoins des plus pauvres dans la façon d'organiser la transition écologique. En incarnant ainsi une nouvelle génération verte capable de s'adresser à l'ensemble de la société et non plus simplement aux écologistes convaincus, elle se met en position de parler à l'électorat de la CDU/CSU et du SPD.

Annalena Baerbock incarne un tournant : c'est la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne que la génération des quadragénaires peut prétendre façonner son propre avenir en assumant les plus hautes responsabilités politiques du pays. Malgré son manque d'expérience gouvernementale aussi bien au niveau fédéral que régional ou même local, Annalena Baerbock pourrait bien devenir le symbole d'un renouveau que l'Allemagne n'a pas connu depuis les campagnes électorales menées par Willy Brandt en 1969 et 1972. Avec sa candidature, elle se place dans les pas des autres leaders qui, à l'instar d'Emmanuel Macron en France, de Justin Trudeau au Canada ou de Jacinda Ardern en Nouvelle-Zélande, ont récemment réussi à s'imposer en dépit de – ou grâce à – leur jeunesse.

« **Je suis pour le renouveau, d'autres pour le statu quo** » : pour succéder à Angela Merkel et devenir la deuxième femme de l'histoire à occuper la chancellerie allemande, Annalena Baerbock s'est positionnée dans son discours d'investiture comme le candidat du changement. Elle s'est dite convaincue que l'Allemagne avait besoin d'un nouveau départ mais que ces changements ne seraient possibles que « si nous cultivons également une culture politique différente » : à ses yeux,

« une candidate verte à la chancellerie représente une nouvelle compréhension du leadership politique, décisif et transparent, capable d'apprendre et aussi de faire son autocritique. »

Après des études en droit international et une première expérience professionnelle en tant que stagiaire au Parlement européen, l'ascension d'Annalena Baerbock au sein du parti Vert a été très rapide. Directrice régionale du parti dans le land de Brandenburg à partir de 2008, elle est élue au Bundestag en 2013 avant de faire partie des responsables chargés en 2017 de négocier – sans succès – la formation d'une coalition « jamaïcaine » avec la CDU/CSU et les libéraux. Malgré l'échec des pourparlers, son talent de négociatrice est relevé. En janvier 2018, elle est élue coprésidente du parti écologiste aux côtés de Robert Habeck, au détriment duquel elle s'est donc aujourd'hui imposée pour être la candidate du parti grâce à sa connaissance des dossiers européens et internationaux, mais surtout parce que sa popularité observée dans les sondages et les médias en faisait le meilleur atout du parti pour les élections.

C'est ce qu'est immédiatement venu confirmer le premier sondage **RTL/NTV – Forsa** réalisé au lendemain de sa nomination : les Verts y enregistrent une nette progression en passant de 23 à 28% des intentions de vote, tandis que la CDU/CSU fait le chemin inverse en passant de 28% à 21%, soit son plus bas niveau historique. Un sondage n'est qu'un instantané sans valeur prédictive et le chemin jusqu'aux élections est encore long, mais il faut reconnaître que les Verts sont aujourd'hui de sérieux candidats à la succession d'Angela Merkel.

Armin Laschet : le candidat controversé du *statu quo*

Le même sondage illustre l'ampleur de la tâche qui attend la CDU/CSU et son candidat Armin Laschet au cours des prochains mois pour être en mesure de rester aux commandes du pays en septembre prochain : moins d'un sondé sur trois (32%) estime que voter pour lui serait une bonne décision, et près de deux tiers (63%) estiment que les chances de voter pour la CDU/CSU se sont nettement détériorées. Plus inquiétant encore, les propres sympathisants du camp conservateur émettent des doutes : au sein de la CDU, deux tiers des sondés partagent cet avis et, dans les rangs de la CSU, dont le président Markus Söder a été contraint de retirer sa candidature face à celle de Laschet, le taux monte à 90%.

Ces chiffres illustrent l'âpreté de la bataille politique qui s'est jouée entre le Bavarois Markus Söder, président de la CSU, et le Rhénan Armin Laschet, président de la CDU, pour prendre la suite d'Angela Merkel à la tête du camp conservateur. Après des négociations qui ont duré jusqu'au cœur de la nuit, Armin Laschet s'est finalement imposé le 21 avril dernier en réunissant les voix de plus de deux tiers des membres du présidium.

Mais cette nomination est tout sauf un plébiscite pour sa personne, d'autant plus que tous les sondages désignaient en réalité le ministre-président bavarois comme la meilleure chance des chrétiens-démocrates pour regagner la chancellerie en septembre. D'après **une enquête menée ce mois-ci**, Armin Laschet n'est ainsi considéré comme un bon candidat pour mener la campagne des élections fédérales que par 17% des électeurs potentiels de son propre parti, tandis que Markus Söder recueille quant à lui 72% d'opinions favorables. Malgré ces sondages défavorables, la CDU ne pouvait consentir à céder la tête de la campagne à sa petite sœur de la CSU : une telle décision aurait immédiatement posé la question du leadership de la CDU et plongé le parti dans une crise profonde, et ce alors que Armin Laschet en a pris la tête il y a à peine trois mois. De plus, si la CDU a déjà laissé la CSU concourir aux élections fédérales par le passé, ces tentatives se sont toujours soldées par des échecs.

L'officialisation de la candidature d'Armin Laschet marque la fin du conflit politique qui l'opposait à Markus Söder et qui a ébranlé la CDU, mais elle ne clarifie rien sur le fond : les conditions de sa désignation suscitent aujourd'hui de nombreuses questions sur l'autorité réelle d'Armin Laschet et sur le lien entre le leadership du parti conservateur et ses militants de base.

Markus Söder était plébiscité dans les sondages nationaux et sa candidature était souhaitée parmi les militants du parti, principalement dans les régions de l'Est et du Sud et au sein de la jeunesse chrétienne. La direction du parti et les « sages » qui la composent, tels que le président du Bundestag Wolfgang Schäuble ou le ministre-président de la Hesse Volker Bouffier, n'ont pas pris en compte ces sondages. Armin Laschet s'est ainsi imposé grâce à la démocratie représentative pratiquée en interne, là où la démocratie directe aurait fait pencher la balance du côté de Markus Söder.

Armin Laschet peut toujours expliquer que le parti se devait de stopper l'ascension d'un politicien sournois et sans scrupules comme Markus Söder, mais cela ne suffit pas à cacher la paralysie qui caractérise le camp conservateur après seize ans de règne d'Angela Merkel, aussi bien sur le plan du personnel politique que sur celui des idées. Alors que tous les autres partis ont déjà présenté les grands axes de leur campagne, la CDU/CSU n'a ainsi toujours pas présenté son programme électoral.

Le constat s'impose : Armin Laschet est un candidat décent, mais il ne suscite pas d'enthousiasme. C'est un homme de consensus qui s'est montré capable de réussir malgré plusieurs défaites politiques personnelles au cours de sa carrière. Il incarne le conservatisme allemand qui a su s'imposer avec succès depuis 1949 en rassemblant le centre-droit derrière une stratégie de préservation de la stabilité politique, économique et sociale du pays. Dénué de grande vision mais

adepte du pragmatisme, ce positionnement politique a permis aux conservateurs de remporter leurs plus grands succès électoraux et de guider l'Allemagne au moment où le pays faisait face à ses plus grands défis : l'après-guerre avec Konrad Adenauer, la réunification avec Helmut Kohl, et les trois grandes crises mondiales – financière, migratoire et sanitaire – avec Angela Merkel.

Armin Laschet partage au moins une des qualités de cette dernière : la capacité à garder son calme. Mais ce qui le distingue d'Angela Merkel reste flou, à tel point qu'il est encore difficile de définir sa personnalité politique. De fait, alors que les occasions de manquaient pas, il s'est très peu démarqué sur le plan politique des autres gestionnaires de la crise depuis le début de la pandémie de Covid-19.

En tant que dirigeant de la CDU, il s'est pour l'instant contenté d'être un homme de slogans plutôt vagues (« maîtriser l'écologie », « sortir de la pandémie dignement ») et dénués de vraies propositions. S'il se positionne comme le candidat du changement dans la continuité, il peine jusqu'à présent à présenter une vraie vision d'avenir pour l'Europe, la politique écologique ou la nécessaire transformation structurelle de l'économie allemande.

Il présente néanmoins un profil intéressant : né en 1961 à Aachen au carrefour de trois frontières et eurodéputé de 1999 à 2005, il peut se présenter comme un véritable Européen. Ministre de l'Intégration en Rhénanie du Nord-Westphalie de 2005 à 2010, il présente le profil d'un homme ouvert sur ces questions. Ministre-président de la Rhénanie du Nord-Westphalie depuis 2017 ou il doit y organiser l'arrêt de l'extraction du charbon et la transformation d'une région minière en un centre technologique innovant, il peut légitimement faire valoir son expérience des problématiques écologiques. Au cours de sa longue carrière et encore récemment à l'occasion de la bataille pour succéder à Angela Merkel à la tête des conservateurs, il a démontré sa capacité à apprendre de ses défaites, à incarner l'opposition, à mener des négociations, à manœuvrer en coulisses, à gagner des élections et enfin, le plus important, à gouverner.

Olaf Scholz : le candidat trop serein du virage écologique et social

Contrairement à ses concurrents, le candidat du SPD s'est déclaré relativement tôt : ministre fédéral des Finances, Olaf Scholz est le candidat officiel du parti social-démocrate depuis septembre dernier. En annonçant son candidat un an avant les élections, le SPD espérait démontrer sa détermination à revenir à la chancellerie, défier les sondages et profiter d'un buzz médiatique.

Olaf Scholz comptait sur le temps que la CDU/CSU allait perdre en s'empêtrant dans ses luttes

internes de la CDU/CSU pour imposer sa candidature au reste de l'opinion publique. Malheureusement pour lui, ces luttes sont passées et il n'a pas réussi à en tirer profit quand il en a eu l'occasion. Depuis plusieurs mois, les **sondages** montrent que sa candidature stagne ainsi entre 13% et 17%.

Après plusieurs mois de turbulences entre 2019 et 2020, le SPD a pourtant su calmer les luttes internes qui le divisaient. Élu à la présidence du parti en battant justement Olaf Scholz, le duo Norbert Walter-Borjans / Saskia Esken a réussi à trouver un terrain d'entente avec lui autour d'un programme mêlant transformation écologique et politique sociale. Malgré de récents écarts au sujet des **politiques identitaires**, les critiques publiques se font ainsi de plus en plus rares et le SPD affiche le visage de l'unité.

Mais ces efforts ne sont pas récompensés dans les enquêtes d'opinion, et Olaf Scholz ne parvient pas à capitaliser sur la situation politique actuelle. L'histoire allemande a pourtant montré que le changement politique était toujours le débouché d'une lutte entre la CDU/CSU et le SPD, la crise politique de l'un étant la rampe de lancement de l'autre. Helmut Kohl est devenu chancelier après que l'Union ait organisé un vote de défiance contre Helmut Schmidt. Profitant de la fatigue découlant des seize années passées au pouvoir par Kohl, Gerhard Schröder s'est présenté comme une nouvelle alternative. Puis, profitant de la destitution de Gerhard Schröder de la tête du SPD, Angela Merkel lui a arraché le pouvoir des mains. Ce va-et-vient entre l'Union chrétienne et les sociaux-démocrates a toujours été alimenté par l'émergence d'une nouvelle figure politique porteuse d'espoir. Le malheur d'Olaf Scholz est que les électeurs, malgré les seize années au pouvoir d'Angela Merkel, ne le considèrent toujours pas comme tel.

Pour rattraper son retard dans les sondages, Olaf Scholz doit surmonter cette perception. Pour cela, il fait face à une difficulté particulière : comment incarner le changement lorsqu'on est le candidat d'un parti qui est présent quasiment sans discontinuer dans toutes les coalitions gouvernementales depuis 1998 ? En suivant le mantra énoncé en 2004 par leur président de l'époque Franz Müntefering selon lequel « **l'opposition c'est de la merde** », le SPD a fini par s'abîmer en s'accrochant à son siège de partenaire gouvernemental au sein des coalitions d'Angela Merkel. Pour le public allemand comme pour une partie de son propre électorat de centre-gauche, le SPD est désormais considéré comme une annexe de la CDU/CSU et non comme une force motrice pour guider l'Allemagne vers une politique pragmatique de centre-gauche.

Pour se défaire de cette image, Olaf Scholz doit adopter une nouvelle posture, délaisser les promesses de réajustements prudents et faire violence à l'identité politique par nature pragmatique du parti social-démocrate pour insister sur sa volonté d'une transformation

écologique et technologique radicale. Mais face à un électorat lassé par les seize années de règne d'Angela Merkel et épuisé par une année de pandémie, le SPD a du mal à convaincre qu'il peut incarner une réelle rupture.

Olaf Scholz a pourtant des atouts : outre son mandat de maire de Hambourg, il dispose d'une réelle expérience gouvernementale, et son action au ministère des Finances au cœur de la crise provoquée par la pandémie est considérée comme un succès. Mais pour espérer avoir une chance de succéder à Angela Merkel, il doit délaisser sa posture de candidat serein pour réellement entrer en campagne et affronter ses deux concurrents.

Les électeurs allemands connaissent désormais tous les candidats et les choix qui s'offriront à eux en septembre prochain : le *statu quo* de la CDU/CSU, le virage écologique et social du SPD, ou la transformation à la fois verte et bourgeoise des Grünen. Les prochains mois nous diront si les Allemands sont prêts à plébisciter un changement radical ou si, échaudés par les turbulences engendrées par la crise du coronavirus, ils préféreront au contraire se contenter d'un changement dans la continuité.